

Madame la Présidente,

Mes chers collègues,

Mesdames et messieurs,

Je vous remercie tout d'abord de me permettre d'ouvrir le 14^{ème} Rendez-vous d'automne de l'Association Nationale des Médiateurs. Et je tiens tout particulièrement à saluer la présence de mes collègues Messieurs Christophe Caresche et Philippe Noguès. Leurs engagements et leurs travaux respectifs, dont ils vous parleront bien mieux que je ne le ferai, participent pleinement à la restauration du lien de confiance entre l'Institution et nos concitoyens.

Nous l'avons souligné l'an passé : ce lien de confiance est la clé de voute du modèle de société auquel nous aspirons.

A l'épreuve de la crise et du désenchantement, nos institutions démocratiques, notre modèle, ne peuvent faire l'économie de profondes réformes.

Lorsque la pauvreté et la précarité s'accroît, il paraîtrait naturel d'avoir confiance dans l'action collective, d'appuyer et de renforcer les solidarités, d'avoir confiance dans la puissance publique pour se sentir en sécurité.

Il n'en est rien. Au contraire, et je citerai l'un des constats d'une récente étude dirigée par Sandrine Hoiban de la Direction Générale de la Cohésion Sociale : les Français tendent, à s'affranchir du collectif parce qu'ils n'ont plus confiance dans leurs institutions et leur capacité d'infléchir le réel.

Ils n'ont plus foi dans leur modèle de protection sociale, ils n'ont plus cette conviction qui portait les générations précédentes : celle d'un avenir meilleur pour eux et leurs enfants.

Et pourtant ...

Et pourtant, comme l'écrivait Alain Peyrefitte - que je dois vous avouer ne pas citer tous les jours - : nous savons qu'une « *société de défiance est une société frileuse, est une société où la vie commune est un jeu à somme nulle, voire à somme négative* »

Ce n'est pas, indépendamment des convictions des uns et des autres, le monde que nous souhaitons construire. Nous voulons je le crois, préserver et promouvoir des valeurs.

Nous pouvons et nous devons répondre à la crainte et aux angoisses qui s'expriment quotidiennement.

Nous le pouvons parce que à travers toutes les strates de la société, et toute la diversité des relations sociales : il y a une volonté et une aspiration commune à sortir de passer de l'ère du contrôle et de la suspicion.

Les intervenants présents aujourd'hui incarnent cette aspiration collective. Je pense en particulier à ceux qui, dans leurs entreprises, préviennent, anticipent et évitent les conflits sociaux. Ils construisent de nouveaux chemins, privilégiant à la confrontation issue du rapport de force, un échange fondé sur l'intelligence sociale des deux parties.

Madame la Présidente,

Mes chers collègues,

Mesdames et messieurs,

Il y a un an, lors de notre précédente journée d'automne, j'avais rappelé la résonance toute particulière de vos travaux dans le contexte social et politique que nous vivions.

Depuis ce mois de Novembre 2013, si le climat social ne s'est guère amélioré, nous avons, tant du point de vue du législateur que du point de vue des médiateurs, su avancer considérablement et trouver des déclinaisons législatives et réglementaires.

J'en donnerai un exemple :

L'inscription dans la Proposition de Loi relative à l'Autorité parentale, et à l'intérêt de l'enfant d'un chapitre consacré à la médiation.

Le médiateur, parce qu'il se fonde sur un consentement libre et éclairé des parties, parce qu'il encourage à ne communiquer que sur le sujet motivant la médiation, parvient à restaurer la confiance indispensable à la construction d'une solution.

Parce que cette disposition, actuellement au Sénat sert ici l'intérêt de l'enfant et son bien-être,

parce qu'elle étend la médiation à la sphère quotidienne et la pérennise économiquement,

ce texte, que nous avons eu l'honneur de voter, est un symbole de la volonté politique qui nous anime aujourd'hui.

Celle de substituer la confiance au cynisme, la conviction à l'apathie, la constance à l'opportunisme.

Si la confiance exige un certain contrôle parce qu'elle engage au respect de la parole librement donnée, il n'en demeure pas moins qu'elle est le socle de toute société libre, pacifique et éclairée : en un mot fraternelle.

Madame la Présidente,

Mes chers collègues,

Mesdames et messieurs,

C'est donc avec cette confiance inébranlable dans votre éthique et dans votre engagement que je vous souhaite la bienvenue pour cette 14^{ème} journée de l'ANM.

Bons travaux à tous.